

Questions orales

M. MacEachen: Madame le Président, je m'étonne que le très honorable chef de l'opposition ose même soulever la question des prix de l'énergie et des répercussions qu'ils pourront avoir sur les consommateurs canadiens. Le fait est que le budget qui a été présenté le 28 octobre impose aux consommateurs d'énergie au Canada un fardeau beaucoup plus léger que celui que leur aurait imposé le budget de son collègue. Au moment où nous avons débattu le programme énergétique national à l'appel de l'ordre du jour, j'ai rappelé au chef de l'opposition les milliards de dollars que le présent budget consacre à aider les consommateurs en comparaison du budget précédent, et je lui ai demandé de ne pas perdre de vue que nous avons élaboré un programme énergétique national que les consommateurs canadiens trouvent beaucoup plus léger et facile à supporter que ce qui figurait dans le budget auquel il a donné son appui il y a tout juste un an... date vraiment fatidique.

M. Clark: Si le ministre se complait à vivre dans le passé, c'est qu'il sait qu'il ne peut pas rentrer chez lui au cap Breton étant donné les programmes économiques qu'il a élaborés et qui constituent un lourd fardeau pour les économiquement faibles de cette région. Il saura également sans doute que son budget et son programme énergétique vont nous seulement faire perdre des emplois et des investissements à notre pays mais qu'ils ne seront d'aucun secours aux Canadiens ayant des revenus modestes. Ce budget ne contient pas l'équivalent du crédit d'impôt à l'énergie et le ministre refuse encore aujourd'hui d'admettre les difficultés auxquelles nos concitoyens économiquement faibles devront faire face à cause de la montée rapide des prix du fuel domestique.

● (1420)

Permettez-moi de parler un instant d'un autre secteur où les prix sont également montés en flèche: celui des denrées alimentaires. Ces produits ont augmenté de 15.2 p. 100 depuis un an, et ce notamment à cause de la hausse des prix à l'importation.

Des voix: Règlement.

M. Clark: Les députés de l'arrière-ban crient «Règlement». Ils ne veulent pas entendre ma question.

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je trouve qu'hier tous les députés en ont pris à leur aise mais aujourd'hui, nous devrions essayer de nous astreindre à poser des questions brèves et à donner des réponses aussi brèves.

M. Clark: Ceux qui en prennent aujourd'hui à leur aise, madame le Président, ce sont les membres du gouvernement du Canada qui ont présenté des programmes économiques qui écrasent nos économiquement faibles. Tous les députés libéraux qui ont aidé le gouvernement à imposer ces programmes doivent en l'occurrence assumer leur part de responsabilité.

Mme le Président: A l'ordre. Je le regrette, mais je dois demander au très honorable chef de l'opposition de s'en tenir à poser des questions.

M. Clark: Après avoir dit que chacun des députés qui ont été élus sous la bannière libérale est en partie responsable de ces programmes, madame le Président, j'aimerais poser une question au sujet de la déclaration du premier ministre selon laquelle les économiquement faibles devraient modifier leur budget et consacrer un peu plus d'argent à la nourriture, déclaration qui obligera bon nombre d'entre eux à faire un choix en décidant s'ils veulent dépenser pour se nourrir ou pour se chauffer.

Le ministre sait qu'il pourrait leur accorder des allocations de logement, des crédits d'impôt pour l'énergie...

Des voix: Règlement!

M. Clark: Les députés libéraux, tout comme leurs collègues néo-démocrates, voudraient bien me faire taire.

[Français]

Mme le Président: Oui, c'est vrai, il y a des interjections de ce côté-ci, et il commençait à y en avoir de ce côté-là. Mais le très honorable chef de l'opposition (M. Clark) n'aide personne en prolongeant son préambule. Je le prierais donc de poser sa question.

[Traduction]

M. Clark: Le ministre des Finances est-il disposé à instaurer une allocation de logement? Le ministre des Finances est-il disposé à offrir un crédit d'impôt pour l'énergie? Le ministre des Finances est-il disposé à retirer la taxe sur le mazout de chauffage ou bien compte-t-il ne pas modifier son budget du tout et partant, laisser mourir de froid les gagne-petits sans les aider à passer un hiver qui s'annonce très mal sur le plan économique.

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: Madame le Président, le très honorable chef de l'opposition a bien exposé la situation inquiétante dans laquelle se trouveront surtout les gagne-petits et il se demande comment ceux-ci pourront s'en tirer étant donné l'inflation. C'est un problème qui me préoccupe et qui préoccupe aussi le gouvernement. Je tiens à signaler au chef de l'opposition que pas mal de programmes existants sont indexés, comme il le sait d'ailleurs, et que ces programmes aideront beaucoup les gagne-petits à absorber la hausse des prix.

Comme il le sait, au début de la session, nous avons augmenté le supplément de revenu garanti de \$35 par mois.

M. Scott (Hamilton-Wentworth): L'augmentation est déjà fondue.

● (1425)

Une voix: Elle est toute fondue.

M. MacEachen: Des députés disent qu'elle est toute fondue. C'est faux, archifaux. Il en reste quelque chose. Le montant a été entièrement indexé de sorte que sa valeur réelle demeurera constante. Ce sera toujours les \$35 de 1980 protégés de l'inflation grâce à l'indexation, et les députés ne devraient jamais l'oublier.

Des voix: Bravo!